

VVV.

Conseil d'Etat	Raad van State
LEGISLATION	WETGEVING
- 1 -	
1 OCT 1951	
Transmis à M.	<i>Coördinatie</i>
Overgemaakt aan de	<i>Bureau</i>

L.2282/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes, le 9 août 1951, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "régplant l'exécution des arrêtés royaux des 28 novembre 1939 et ... 1951, portant réglementation du commerce ambulant", a donné en sa séance du 18 août 1951 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 9e Augustus 1951 door de Minister van Economische Zaken en Middenstand verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "waarbij de tenuitvoerlegging wordt geregeld van de koninklijke besluiten van 28 November 1939 en ... 1951, houdende reglementering van de leurhandel", heeft ter zitting van 18 Augustus 1951 het volgend advies gegeven :

Le projet tend principalement à coordonner les dispositions des arrêtés ministériels des 19 mars 1948, 6 septembre 1948 et 14 décembre 1950, dont l'abrogation est prévue à l'article 7 du projet d'arrêté royal réglant l'exécution de l'arrêté royal n°82 du 28 novembre 1939, soumis en même temps à l'avis du Conseil d'Etat. L'article 21 du projet semble, toutefois, contenir des dispositions nouvelles.

Certaines dispositions, plus spécialement celles des articles 1er à 13, se fondent sur l'article 4 de l'arrêté royal n°82 du 28 novembre 1939; d'autres, plus spécialement les articles 14 à 25, devraient, selon les intentions du Gouvernement telles qu'elles résultent du projet, trouver leur fondement dans l'article 3, alinéa 2, du même arrêté royal n°82.

Les articles 6, alinéa 2, 10, alinéa 2, et 11, alinéa 3, du projet renvoient par erreur à l'article 95 du Code des droits de timbre, alors qu'ils devraient renvoyer à l'article 8, 16°, du même Code faisant l'objet de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947, et, éventuellement, à l'article 1er de l'arrêté du Régent du 16 septembre 1947 qui a fixé à 20 francs le taux du droit. Le texte proposé par le Conseil d'Etat fait disparaître cette erreur.

L'article 7 du projet prévoyant que les cartes de commerçant ambulant restent valables jusqu'à la date d'expiration qui y est indiquée, constitue une disposition transitoire et serait mieux à sa place à la fin du projet.

Le Conseil d'Etat constate que l'article 19 du projet est la reproduction de l'article 21 bis de l'arrêté ministériel du 19 mars 1948, y inséré par l'arrêté ministériel du 14 décembre 1950. Ce dernier arrêté n'a pas été soumis à l'avis du Conseil d'Etat par application de l'article 2 de la loi du 23 décembre 1946, l'urgence ayant été invoquée.

L'article 19 du projet dispose que pour pouvoir exercer le commerce ambulant en produits de viande, il faut préalablement fournir la preuve de certaines aptitudes professionnelles, notamment par la production des diplômes ou des certificats énumérés dans cet article.

Le Conseil d'Etat estime que cette disposition manque de fondement légal, le Ministre des Affaires économiques n'ayant le pouvoir, ni en vertu des articles 3 et 4 de l'arrêté royal n°82 du 28 novembre 1939, ni en vertu de l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945, de réglementer autrement que du point de vue de la surveillance et du contrôle ou du point de vue économique l'exercice d'une profession. Il ne peut, en l'absence d'une disposition légale l'y autorisant, soumettre l'exercice d'une profession à une réglementation purement professionnelle.

Aux termes de l'article 21, alinéa 1er, du projet, les personnes qui exercent leur activité dans les halles et marchés couverts doivent être titulaires d'une carte de commerçant ambulant. Cet article est fondé sur les dispositions de l'article 2, 3°, de l'arrêté royal n°82 du 28 novembre 1939. Le Conseil d'Etat estime que les dispositions de cet arrêté royal ont été prises en raison du caractère de mobilité qui distingue

le commerce ambulant du commerce exercé dans un établissement fixe, et que la dénomination de l'endroit où s'installe un commerce déterminé ne donne pas nécessairement à celui-ci le caractère de commerce ambulant; que, par conséquent, la généralité des termes de l'article 21 du projet, qui vise toutes les personnes qui exercent leur activité dans les halles et marchés couverts, n'est pas compatible avec les dispositions de l'arrêté royal n°82 du 28 novembre 1939.

Quant à l'article 21, alinéa 2, du projet, le Conseil d'Etat est d'avis qu'il manque de fondement légal, pour les mêmes motifs que ceux énoncés en ce qui concerne l'article 19.

Les articles 22 à 25 règlent le statut du commerçant ambulant-démonstrateur.

La désignation à l'article 24 des marchandises que les démonstrateurs sont autorisés à vendre, ne pouvant pas, en vertu de l'article 3, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 28 novembre 1939, faire l'objet d'un arrêté ministériel, devrait, dès lors, être insérée dans un arrêté royal. Comme les dispositions des articles 22, 23 et 25 n'ont de raison d'être qu'en fonction de l'article 24, il serait de meilleure technique de les insérer toutes dans le même arrêté royal.

Pour les mêmes motifs que ceux invoqués en ce qui concerne l'article 19 du projet, la deuxième condition imposée à l'article 25, qui se rapporte aux aptitudes professionnelles du candidat-démonstrateur, manque toutefois de fondement légal.

Le texte suivant tient compte de ces observations. Il comporte, en outre, des modifications de pure forme qui ne nécessitent aucun commentaire.

Arrêté ministériel portant exécution de l'arrêté royal n° 82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambul-

lant.

Le Ministre des Affaires économiques et des Classes moyennes,

Vu l'arrêté royal n°82 du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulant, confirmé par la loi du 16 juin 1947, notamment les articles 3 et 4;

Vu l'arrêté royal du ... 1951, réglant l'exécution de l'arrêté royal du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulant;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

A R R E T E :

Article 1er.-

Les demandes tendant à l'obtention, au renouvellement, à la modification et, en cas de perte, au remplacement de l'autorisation d'exercer le commerce ambulant sont introduites auprès de l'administration communale du lieu du domicile ou de la résidence de l'intéressé.

Ces demandes sont introduites au moyen de formulaires mis à la disposition de l'administration communale par le Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Elles sont soumises à une taxe de 12 francs, à acquitter au moyen de timbres fiscaux.

Article 2.-

Dans les huit jours qui suivent l'introduction de la demande, l'administration communale transmet celle-ci au Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Direction générale des classes moyennes.

Article 3.-

Les personnes autorisées à exercer un commerce ambulant reçoivent une carte de commerçant ambulant par l'entremise de l'administration communale.

Avant de délivrer la carte, le service communal compétent exige de l'intéressé la preuve qu'il a payé la taxe forfaitaire perçue pour l'exercice des professions ambulantes pour l'année en cours, par la production du document délivré par le receveur des contributions directes. La production de celle-ci sera certifiée sur la carte de commerçant ambulant.

Article 4.-

La durée maximum de validité de la carte de commerçant ambulant est de deux années. La carte est renouvelable.

Les cartes actuellement en circulation portent les dates d'expiration citées ci-après. L'ordre de ces dates sera maintenu à l'avenir de deux ans en deux ans :

- 1° pour tous les commerçants ambulants de nationalité étrangère ainsi que pour les Belges domiciliés ou résidant dans les provinces de Limbourg, de Luxembourg et de Namur, à fin février 1952;
- 2° pour les commerçants ambulants belges domiciliés ou résidant dans la province d'Anvers, à fin avril 1952;
- 3° pour les commerçants ambulants belges domiciliés ou résidant dans la province de Flandre occidentale, à fin juin 1952;
- 4° pour les commerçants ambulants belges domiciliés ou résidant dans la province de Liège, à fin septembre 1952;
- 5° pour les commerçants ambulants belges domiciliés ou résidant dans la province de Flandre orientale, à fin mars 1953;
- 6° pour les commerçants ambulants belges domiciliés ou résidant dans la province de Hainaut, à fin juin 1953;
- 7° pour les commerçants ambulants belges domiciliés ou résidant dans la province de Brabant, à fin septembre 1951.

Les cartes délivrées ou renouvelées pendant les périodes de validité prévues à l'alinéa 2 ont une durée de validité inférieure à deux ans.

Article 5.-

Les demandes en renouvellement de la carte de commerçant ambulant doivent être introduites auprès de l'administration communale au minimum trois mois avant l'expiration du délai de validité de la carte.

Lors de l'introduction de cette demande en renouvellement, l'administration communale vérifie si l'intéressé a acquitté la taxe forfaitaire pour l'exercice écoulé, et fait mention de ses observations sur le formulaire de demande.

Article 6.-

La carte de commerçant ambulant est strictement personnelle et incessible.

Les conditions d'autorisation y sont indiquées.

Article 7.-

Indépendamment de l'application de l'article 8, 16°, du Code des droits de timbre, la carte de commerçant ambulant est soumise à une taxe de 40 francs à acquitter au moyen de timbres fiscaux.

Article 8.-

Lors de la délivrance de la nouvelle carte de commerçant ambulant, les administrations communales exigent la restitution de la carte périmée et la transmettent dans les huit jours au Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Direction générale des classes moyennes, munie de la mention "carte de commerçant ambulant périmée".

.../...

Article 9.-

La carte de commerçant ambulant des personnes exerçant la profession de commerçant ambulant en qualité d'employé est délivrée et renouvelée conformément aux règles applicables à la carte de l'employeur et en même temps que celle-ci.

Article 10.-

Le Ministère des Finances et l'Institut national des statistiques reçoivent une copie de toutes les cartes délivrées; le Ministère de la Justice, Administration de la police des étrangers, reçoit copie des cartes délivrées aux étrangers. Les administrations communales reçoivent, à titre de documentation, copie des cartes délivrées par leur entremise.

Article 11.-

Le commerçant ambulant qui interrompt ou cesse son activité, doit remettre sa carte de commerçant ambulant au bourgmestre de la commune de son domicile ou à son délégué dans les deux mois de l'interruption ou de la cessation, en indiquant les raisons de celle-ci.

Les administrations communales sont tenues de transmettre les cartes de commerçant ambulant, avec les remarques de l'intéressé, dans les huit jours au Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, Direction générale des classes moyennes.

Article 12.-

En cas de perte de la carte de commerçant ambulant, l'intéressé est tenu, pour obtenir le remplace-

.../...

ment de celle-ci, d'introduire une nouvelle demande conformément aux prescriptions de l'article 1er du présent arrêté.

L'administration communale délivre au requérant une attestation conforme au modèle annexé au présent arrêté. Cette attestation est exempte de taxe et tient lieu provisoirement de la carte dont le remplacement est demandé. Toutefois cette attestation est soumise au droit de timbre prévu par l'article 8, 16°, du Code des droits de timbre .

Article 13.-

Ceux qui désirent une modification de leur carte doivent introduire une nouvelle demande conformément aux prescriptions de l'article 1er du présent arrêté. Ils doivent joindre à leur demande la carte qui leur a été délivrée.

L'administration communale leur délivre une attestation conforme au modèle annexé au présent arrêté. Cette attestation est exempte de taxe et tient lieu provisoirement de la carte dont la modification est sollicitée. Elle est toutefois soumise au droit de timbre prévu par l'article 8, 16°, du Code des droits de timbre.

Article 14.-

Les modifications à la carte de commerçant ambulant sont faites à l'encre rouge, datées et signées par le fonctionnaire compétent du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes, qui y appose le sceau de son service.

.../...

Article 15.-

Ceux qui ont obtenu l'autorisation d'exercer un commerce ambulant doivent, au moment de la vente ou de l'offre en vente, être munis de leur carte de commerçant ambulant. Celle-ci doit être présentée à toute réquisition de la part de la police, de la gendarmerie et des fonctionnaires chargés de la surveillance et du contrôle du commerce ambulant.

Article 16.-

... (article 15 du projet) ...

Article 17.-

Ceux qui exercent un commerce ambulant de porte en porte, ou sur la voie publique, ou dans les endroits assimilés visés à l'article 2, alinéa 1er, 2°, de l'arrêté royal du 29 novembre 1939, au moyen d'une installation fixe, une échoppe, une tente, un véhicule, un appareil, une valise, un panier, une corbeille, une hotte, une caisse ou un baquet, sont tenus de placer sur ces installation, véhicule ou objet et appareils quelconques, un panneau d'identification portant en caractères d'imprimerie, parfaitement lisibles, d'au moins 30 mm. de hauteur et 7 mm. de largeur, les indications suivantes, peintes en blanc sur fond noir :

1° leurs nom et prénom,

2° leur adresse complète,

3° le numéro de leur carte de commerçant ambulant.

.../...

Article 18.-

Les personnes qui s'occupent de la vente de tous produits de viande sujets à altération rapide, sur les marchés publics, la voie publique et de porte en porte, doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° disposer d'un étal éventuellement monté sur un véhicule, muni d'un dispositif en matériaux solides et transparents, mettant les marchandises à l'abri des impuretés tout en permettant l'exposition;
- 2° avoir le matériel nécessaire à l'exercice du commerce, tels récipients, paniers ou crêtes, plats, planche de découpe, crochets inoxydables et une balance;
- 3° le matériel et l'étal, éventuellement montés sur véhicule, seront constitués de matières telles qu'il soit possible de les tenir toujours en parfait état de propreté;
- 4° détenir en propriété ou en location un frigo ou une glacière en état de marche. Ce moyen de conservation ne peut, en aucun cas, se trouver chez un boucher ou un fabricant;
- 5° dans l'éventualité où l'intéressé débite de la viande fraîche, l'échoppe ou le véhicule dans lesquels se débite la marchandise doivent servir exclusivement à cette destination. Seuls les articles suivants peuvent s'y trouver : viande, produits de viande, conserves de viande, extraits de viande, graisse et objets ayant un rapport avec la conservation et la vente des articles précités;

6° ceux ~~qui~~ préparent à domicile les produits de viande mis en vente doivent disposer d'un atelier situé au siège de l'exploitation, à moins qu'ils n'exploitent également une boucherie. Cet atelier dont les murs et le sol doivent être en matière solide et lavable, sera indépendant de tout local d'habitation et pourvu d'eau courante.

Article 19.-

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont punies des peines prévues à l'article 10 de l'arrêté royal du 28 novembre 1939.

Article 20.-

Les cartes de commerçant ambulant délivrées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 mars 1948, réglant l'exécution de l'arrêté royal du 28 novembre 1939 réglementant le commerce ambulant, restent valables jusqu'à la date d'expiration qui y est indiquée.

Article 21.-

Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Bruxelles, le

(Signature du Ministre).

(Le modèle d'attestation annexé à l'arrêté doit porter in fine la mention : "Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du ...").

Het ontwerp strekt in de eerste plaats tot coördinatie van de bepalingen van de ministeriële besluiten van 19 Maart 1948, 6 September 1948 en 14 December 1950, die worden opgeheven in artikel 7 van het ontwerp van koninklijk besluit tot regeling van de uitvoering van het koninklijk besluit nr 82 van 28 November 1939, dat tegelijk aan de Raad van State voor advies is voorgelegd. Artikel 21 van het ontwerp schijnt evenwel nieuwe bepalingen te bevatten.

Sommige bepalingen, voornamelijk de artikelen 1 tot 13, steunen op artikel 4 van het koninklijk besluit nr 82 van 28 November 1939, terwijl andere, voornamelijk de artikelen 14 tot 25, althans volgens de bedoelingen van de Regering zoals die uit het ontwerp blijken, als grondslag zouden moeten hebben artikel 3, tweede lid, van hetzelfde koninklijk besluit nr 82.

De artikelen 6, tweede lid, 10, tweede lid, en 11, derde lid, van het ontwerp verwijzen verkeerdelijk naar artikel 95 van het Wetboek der zegelrechten, in plaats van naar artikel 8, 16°, van dat wetboek, dat het voorwerp is van het besluit van de Regent van 26 Juni 1947, en eventueel naar artikel 1 van het besluit van de Regent van 16 September 1947 dat het bedrag van dat recht op 20 frank heeft gesteld. Deze vergissing is in de tekst die de Raad van State voorstelt, verbeterd.

Artikel 7, dat bepaalt dat de kaarten van leurhandelaar geldig blijven tot de daarop vermelde datum, is een overgangsbepaling die beter achteraan in het ontwerp zou komen.

.../...

De Raad van State merkt op dat artikel 19 van het ontwerp de herhaling is van artikel 21 bis van het ministerieel besluit van 19 Maart 1948, aldaar ingevoegd bij ministerieel besluit van 14 December 1950. Dit laatste besluit is wegens het dringend karakter niet voor advies aan de Raad van State voorgelegd bij toepassing van artikel 2 van de wet van 23 December 1946.

Artikel 19 van het ontwerp bepaalt dat, om leurhandel in vleeswaren te mogen drijven, vooraf het bewijs van een zekere vakbekwaamheid moet worden geleverd, namelijk door het overleggen van de in dit artikel opgesomde diploma's en getuigschriften.

De Raad van State is van oordeel dat die bepaling geen rechtsgrond heeft, aangezien de Minister van Economische Zaken noch krachtens de artikelen 3 en 4 van het koninklijk besluit nr 82 van 28 November 1939, noch krachtens artikel 3 van de besluitwet van 22 Januari 1945, gemachtigd is het uitoefenen van een beroep te reglementeren tenzij uit een oogpunt van toezicht en contrôle of in economisch opzicht. Behoudens wettelijke bepaling die hem daartoe machtigt, mag hij het uitoefenen van een beroep niet aan een zuivere beroepsreglementering onderwerpen.

Luidens artikel 21, eerste lid, van het ontwerp moeten de personen die hun bedrijvigheid uitoefenen in hallen of overdekte markten, houder zijn van een kaart van leurhandelaar. Dit artikel steunt op het bepaalde in artikel 2, 3°, van het koninklijk besluit nr 82 van 28 November 1939. De Raad van State is van mening dat de bepalingen van dit koninklijk besluit ingegeven zijn door de mobiliteit welke de leurhandel onderscheidt van

.../...

de handel die op een vaste plaats wordt gedreven, en dat de benaming van de plaats waar een bepaalde handel tot stand komt er niet noodzakelijk het karakter van leurhandel aan geeft ; dat derhalve de algemene bewoordingen van artikel 21 van het ontwerp, dat doelt op alle personen die hun activiteit in hallen en overdekte markten uitoefenen, niet overeen te brengen zijn met de bepalingen van het koninklijk besluit nr 82 van 28 November 1939.

Voor artikel 21, tweede lid, van het ontwerp bestaat er volgens de Raad van State geen rechtsgrond om dezelfde redenen als ten aanzien van artikel 19 aangegeven.

De artikelen 22 tot 25 regelen het statuut van de leurhandelaar-demonstreerder.

De opgaaf, in artikel 24, van de waren welke de demonstreerders mogen verkopen, mag krachtens artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 28 November 1939 niet het voorwerp van een ministerieel besluit zijn; zij zou dus in een koninklijk besluit moeten worden opgenomen. Daar de bepalingen van de artikelen 22, 23 en 25 alleen in functie van artikel 24 enige reden van bestaan hebben, ware het technisch beter ze alle in hetzelfde koninklijk besluit op te nemen.

Echten, om dezelfde redenen als opgegeven ten aanzien van artikel 19 van het ontwerp, heeft de tweede vereiste in artikel 25 gesteld inzake de vakbekwaamheid van de candidaat-demonstreerder evenmin enige rechtsgrond.

.../...

De onderstaande tekst houdt met de gemaakte opmerkingen rekening. Voorts behelst hij een aantal loutere vormwijzigingen die geen commentaar behoeven.

Ministerieel besluit tot uitvoering van het koninklijk besluit nr 82 van 28 November 1939 houdende reglementering van de leurhandel.

De Minister van Economische Zaken en Middenstand,

Gelet op het koninklijk besluit nr 82 van 28 November 1939 houdende reglementering van de leurhandel, bekrachtigd bij de wet van 16 Juni 1947, namelijk op de artikelen 3 en 4 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 1951 tot regeling van de uitvoering van het koninklijk besluit van 28 November 1939 houdende reglementering van de leurhandel ;

Gelet op het advies van de Raad van State,

B E S L U I T :

Artikel 1.-

De aanvragen tot het bekomen, het hernieuwen, het wijzigen en, in geval van verlies, het vervangen van de machtiging voor het uitoefenen van leurhandel, worden ingediend bij het gemeentebestuur van de woon- of verblijfplaats van de belanghebbende.

.../...

Die aanvragen worden gedaan door middel van formulieren, welke het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand ter beschikking van het gemeentebestuur stelt.

Zij zijn belast met een taxe van 12 frank, te kwijten door middel van fiskale zegels.

Artikel 2.-

Binnen acht dagen volgend op de indiening van de aanvraag, maakt het gemeentebestuur deze over aan het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand, Algemene Directie van het middenstandswezen.

Artikel 3.-

Degenen die gemachtigd zijn een leurhandel uit te oefenen, ontvangen, langs het gemeentebestuur om, een kaart van leurhandelaar.

Alvorens de kaart uit te reiken, eist de bevoegde gemeentelijke dienst van de belanghebbende de overlegging van het bewijs, afgeleverd door de ontvanger der directe belastingen, dat hij zich voor het lopende dienstjaar gekweten heeft van de forfaitaire taxe geheven op de uitoefening van rondreizende beroepen. De overlegging van dit stuk zal op de kaart van leurhandelaar worden bevestigd.

Artikel 4.-

De kaart van leurhandelaar heeft een geldigheidsduur van ten hoogste twee jaar. Zij is hernieuwbaar.

.../...

De thans in omloop zijnde kaarten vermelden de hiernavolgende vervaldata. De orde van deze data zal in de toekomst om de twee jaren behouden blijven :

- 1° voor al de leurhandelaars van vreemde nationaliteit, alsmede voor de Belgen wonende of verblijvende in de provinciën Limburg, Luxemburg en Namen, einde Februari 1952 ;
- 2° voor de Belgische leurhandelaars wonende of verblijvende in de provincie Antwerpen, einde April 1952 ;
- 3° voor de Belgische leurhandelaars wonende of verblijvende in de provincie West-Vlaanderen, einde Juni 1952 ;
- 4° voor de Belgische leurhandelaars wonende of verblijvende in de provincie Luik, einde September 1952 ;
- 5° voor de Belgische leurhandelaars wonende of verblijvende in de provincie Oost-Vlaanderen, einde Maart 1953 ;
- 6° voor de Belgische leurhandelaars wonende of verblijvende in de provincie Henegouwen, einde Juni 1953 ;
- 7° voor de Belgische leurhandelaars wonende of verblijvende in de provincie Brabant, einde September 1951.

De kaarten uitgereikt of hernieuwd in de loop van de geldigheidsperiodes bepaald in het tweede lid, hebben een geldigheidsduur van minder dan twee jaren.

Artikel 5.-

De aanvragen tot het hernieuwen van de kaart van leurhandelaar moeten ten minste drie maanden vóór het verstrijken van de geldigheidstermijn van de kaart bij het gemeentebestuur ingediend worden.

.../...

Bij het indienen van die aanvraag tot hernieuwing gaat het gemeentebestuur na of de belanghebbende de forfaitaire taxe voor het verlopen dienstjaar heeft gekweten, en deelt het zijn opmerkingen op het aanvraagformulier mede.

Artikel 6.-

De kaart van leurhandelaar is strikt persoonlijk en onafstaanbaar.

De voorwaarden van de machtiging zijn er op vermeld.

Artikel 7.-

Onafhankelijk van de toepassing van artikel 8, 16°, van het Wetboek der zegelrechten, is de kaart van leurhandelaar onderworpen aan een taxe van 40 frank, te kwijten door middel van fiscale zegels.

Artikel 8.-

Bij de afgifte van de nieuwe kaart van leurhandelaar eisen de gemeentebesturen de teruggave van de vervallen kaart en maken zij deze, voorzien van de vermelding : "vervallen kaart van leurhandelaar", binnen acht dagen over aan het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand, Algemene Directie van het Middenstandswezen.

Artikel 9.-

De kaart van leurhandelaar van de personen die het beroep van leurhandelaar in de hoedanigheid van werknemer uitoefenen, wordt uitgereikt en hernieuwd overeenkomstig de regelen geldend voor de kaart van de werkgever en op hetzelfde tijdstip als deze laatste.

.../...

Artikel 10.-

Het Ministerie van Financiën en het Nationaal Instituut voor de Statistiek krijgen een afschrift van al de uitgereikte kaarten ; het Ministerie van Justitie, Bestuur der Vreemdelingenpolitie, krijgt een afschrift van de kaarten uitgereikt aan vreemdelingen. De gemeentebesturen ontvangen, bij wijze van documentatie, een afschrift van de kaarten uitgereikt door hun bemiddeling.

Artikel 11.-

De leurhandelaar die zijn activiteit onderbreekt of stopzet, moet zijn kaart van leurhandelaar bij de burgemeester van zijn domicilie of diens afgevaardigde inleveren binnen twee maanden na de onderbreking of de stopzetting, met opgave van de redenen daarvan.

De gemeentebesturen zijn er toe gehouden deze kaarten van leurhandelaar samen met de opmerkingen van de belanghebbende, binnen acht dagen over te maken aan het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand, Algemene Directie van het Middenstandswezen.

Artikel 12.-

In geval van verlies van de kaart van leurhandelaar, moet belanghebbende, om de vervanging er van te bekomen, overeenkomstig de voorschriften van artikel 1 van dit besluit een nieuwe aanvraag indienen.

Het gemeentebestuur reikt aan de aanvrager een getuigschrift uit, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model. Dit getuigschrift is vrij van taxe en vervangt voorlopig de kaart waarvan de vervanging wordt aangevraagd. Dit getuigeschrift is evenwel onderworpen aan

.../...

het zegelrecht bepaald bij artikel 8, 16°, van het Wetboek der zegelrechten.

Artikel 13.-

Degenen die een wijziging van hun kaart verlangen, moeten een nieuwe aanvraag indienen overeenkomstig de voorschriften van artikel 1 van dit besluit. Zij voegen bij hun aanvraag de kaart die hun werd uitgereikt.

Het gemeentebestuur reikt hun een getuigschrift uit, overeenkomstig het bij dit besluit gevoegde model. Dit getuigschrift is vrij van taxe en vervangt voorlopig de kaart waarvan de wijziging wordt aangevraagd. Het is evenwel onderworpen aan het zegelrecht bepaald bij artikel 8, 16°, van het Wetboek der zegelrechten.

Artikel 14.-

De wijzigingen aan de kaart van leurhandelaar worden aangebracht in rode inkt, gedagtekend en ondertekend door de bevoegde ambtenaar van het Ministerie van Economische Zaken en Middenstand, die er het zegel van zijn dienst op aanbrengt.

Artikel 15.-

Degenen die de machtiging hebben bekomen een leurhandel uit te oefenen, moeten, op het ogenblik waarop zij verkopen of te koop aanbieden, voorzien zijn van hun kaart van leurhandelaar. Deze moet vertoond worden op elk verzoek van de politie, van de rijkswacht en van de ambtenaren belast met het toezicht en de contrôle op de leurhandel.

.../...

Artikel 16.-

...(artikel 15 van het ontwerp) ...

Artikel 17.-

Degenen die van deur tot deur of op de openbare weg of op de daarmede gelijkgestelde plaatsen bedoeld bij artikel 2, eerste lid, 2°, van het koninklijk besluit van 28 November 1939, een leurhandel uitoefenen door middel van een vaste installatie, een kraam, een tent, een voertuig, een toestel, een valies, een mand, korf of bak, zijn gehouden op die installatie, dat voertuig of die voorwerpen en toestellen, een identiteitsbordje te plaatsen waarop in zeer duidelijk leesbare blokletters van minstens 30 mm. hoog en 7 mm. breed, de volgende aanduidingen in wit op zwart zijn geschilderd :

- 1° hun naam en voornaam ;
- 2° hun volledig adres ;
- 3° het nummer van hun kaart van leurhandelaar.

Artikel 18.-

De personen die zich bezighouden met de verkoop op de openbare markten, de openbare weg en van deur tot deur, van alle vleeswaren welke voor vlug bederf vatbaar zijn, moeten aan de volgende voorwaarden voldoen :

- 1° over een vleesbank beschikken, gebeurlijk gemonteerd op een voertuig, voorzien van een inrichting uit hard en doorzichtig materiaal, welke toelaat waren ten toon te stellen en ze tevens te beschermen tegen onreinheden ;

.../...

- 2° de voor de handel noodzakelijke benodigdheden voorhanden hebben, te weten manden of kratten, schotels, snijplank, roestvrije haken en een weegschaal ;
- 3° de benodigdheden en de vleesbank gebeurlijk gemonteerd op een voertuig, moeten uit zulk materiaal vervaardigd zijn dat ze steeds volkomen rein kunnen worden gehouden;
- 4° in eigendom of in huur beschikken over een koelkast of ijskast in staat van werking. Deze mag zich in geen geval bij een slager of een fabrikant bevinden ;
- 5° zo belanghebbende vers vlees verkoopt, moet het kraam of het voertuig waarin deze koopwaar verkocht wordt hiervoor uitsluitend voorbehouden blijven. Mogen enkel aanwezig zijn : vlees, bereide vleeswaren, vleesconserveren, vleesextracten, vet en voorwerpen met betrekking tot het bewaren en de verkoop van voormelde producten ;
- 6° diegenen die zelf ten huize de te koop gestelde vleeswaren bereiden, moeten aldaar over een werkplaats beschikken, ten ware zij terzelfdertijd een slagerswinkel exploiteren. In deze werkplaats moeten de muren en bevooring met hard en afwasbaar materiaal bekleed zijn. Ze moet volledig afgezonderd zijn van elke bewoonde plaats en voorzien van stromend water.

Artikel 19.-

Inbreuk op het bepaalde in dit besluit wordt gestraft met de straffen gesteld in artikel 10 van het koninklijk besluit van 28 November 1939.

Artikel 20.-

De kaarten van leurhandelaar uitgereikt overeenkomstig het bepaalde in het ministerieel besluit van 19 Maart 1948 tot regeling van de uitvoering van het koninklijk besluit van 28 November 1939 houdende reglementering van de leurhandel, blijven geldig tot de daarop aangegeven vervaldag.

Artikel 21.-

Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt.

Brussel, de

(Handtekening van de Minister),

(Het model van getuigschrift dat bij het ontwerp is gevoegd, moet aan het slot vermelden : "Mij bekend om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van ...").

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : A. VRANCKX,
de Heren :

conseiller d'Etat, président,
raadsheer van State, voorzitter,

J. COYETTE,
G. HOLOYE,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

J. VAUTHIER,

assesseurs de la section
de législation,

P. ANSIAUX,

bijzitters van de afdeling
wetgeving,

J. COOLEN,

greffier adjoint, greffier,
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée sous
le contrôle de M. VRANCKX.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. VRANCKX.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) J. COOLEN.

(signé) A. VRANCKX.

expédition délivrée à M. le Ministre
des Affaires économiques et des Classes moyennes.
uitgifte afgeleverd aan de H. Minis-
ter van Economische Zaken en Middenstand.

Le 1951.

De 1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat
f.f.,

De w.n. Griffier van de Raad van
State,

J. CYPRES,
Greffier adjoint.
Adjunct-Griffier.